

Extrait du Maïeul Rouquette

<http://blog.maieul.net/Quelques-remarques-sur-les>

Quelques remarques sur les pénuries de carburant

- Rubrique unique -

Date de mise en ligne : vendredi 22 octobre 2010

Copyright © Maïeul Rouquette - Tous droits réservés

Je n'ai guère plus le temps d'écrire pour ce blog, plongé que je suis dans les questions de calcul de la date de Pâques entre le I^{er} et le IV^e siècle, dans les problèmes de canonisation néo-testamentaire et de liturgie, et dans mes engagements à droite et (surtout) à gauche !

Ceci dit, je vais quand même faire quelques remarques sur la situation actuelle de quasi-pénurie de carburant liée aux grèves dans les raffineries, et plus généralement sur l'avenir du mouvement en cours - que, vous aurez deviné, je soutiens. Il ne s'agit pas d'un exposé construit, mais plutôt de notes et de réflexions.

La forte dépendance à l'égard de l'essence

Et oui ! C'est une première révélation : notre pays, et d'une manière générale la civilisation contemporaine est droguée à l'essence. Plus d'essence, et voilà que tout va de mal en pis.

Mais dites moi, je croyais que le nucléaire assurait l'indépendance énergétique de la France ? A zut, j'ai dû être mal informé. Pourtant c'est ce que tous les documents émanants de l'État disent ... quoi, on nous aurait roulés en confondant l'énergie et l'électricité ? Mince alors.

Espérons que quand le pétrole viendra *réellement* à manquer on n'en sera plus là. Mais pour cela, il faudrait aller vers une [transformation écologique de notre économie](#). Or, on est encore loin du compte, la majorité ayant refusé de voter un projet de loi allant dans ce sens.

Il est vrai qu'une telle mesure demanderait de l'investissement public, et donc la fin des baisses d'impôts. Quelle hérésie économique ! [Et pourtant certains proposent des budgets alternatifs](#). Mais chut ! C'est un budget qui augmente les taxes sur les revenus du capital... Et puis qui fait de la dépense publique. C'est le mal je vous dis ...

La minorité silencieuse

Certains que je ne nommerais pas disent qu'il est scandaleux qu'une minorité bloque toute l'économie du pays.

Pourtant, j'ai rarement entendu ces personnes dirent que cette minorité d'employés des raffineries permet à l'économie de fonctionner. En revanche, je les ai souvent entendu dire que ceux qui disposent de capitaux permettent à l'économie française de fonctionner et que c'est pour cela qu'il faut diminuer leurs impôts, sinon ils s'en iront ...

L'heure est peut-être temps de se rendre compte que les ouvriers avaient raison en 1967 de dire :

Quelques remarques sur les pénuries de carburant

De notre peine est fait le monde
de nos mains nous l'avons construit
c'est par nous que la forge gronde
que le bois chante et l'acier luit...

(Extrait du chant *De nos mains* de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, rassemblement de 1967 - voir pièce jointe -)

<dl class='spip_document_44 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>

Chant de « de nos mains »

Alors oui, je soutiens ces gens là, même si cela m'embête pour mes vacances. Il y en a assez qu'on défende toujours la minorité des détenteurs de capitaux, de ceux qui peuvent boursicoter, et qu'on oublie ceux qui travaillent, qu'on ne se rappelle d'eux que quand ils cessent de travailler.

Après tout, ce sont bien les marchés financiers, qui ne représentent qu'une minorité d'êtres humains, qui veulent nous imposer cette réforme sous menace de « dégradation de la note ». Réforme qui touchera une majorité de Français [1], et surtout touchera d'abord les plus précaires, les personnes dont le travail est le plus usant.

La suite du mouvement

La question de la suite du mouvement est à mon avis importante. Vers quoi peut-on aller ?

Je pense, à la fois comme théologien et comme historien, que l'avenir est ouvert, jamais écrit d'avance, et qu'il n'y a pas de fatalité.

Pour ce qui est de l'avenir à court terme cependant, je vais essayer de faire quelques pronostics, même si en général je suis assez mauvais à ce genre de chose.

- ▶ Le conflit va continuer à se radicaliser, parce que le gouvernement ne veut pas céder, mais aussi parce que, pour la première fois depuis 2006, les lycéens, les étudiants et les salariés sont unis sur une liste commune.
- ▶ Si le gouvernement n'arrive pas à forcer la main des employés des raffineries pour qu'ils travaillent, la pénurie de carburant va s'accroître. Espérons au moins que si cela n'arrive pas à les faire plier, cela les fera réfléchir à l'urgence d'une conversion écologique de l'économie, et donc à l'arrêt de plusieurs projets anti écolo, par exemple l'aéroport de Nantes ou le contournement routier de Strasbourg [2] et à l'investissement massif dans les transports en commun et la relocalisation de l'économie. Mais je ne sais pas pourquoi, je ne fais pas trop confiance à Sarkozy, Fillon et co pour cela.
- Il semble bien qu'il n'y arrivera pas. En tout cas il a peur des résultats des référés, si j'en crois le [témoignage d'un délégué CGT](#), et, contrairement au nombre de manifestants, j'ai tout lieu de le croire pour une fois [3] :

Une action juridique en référé a bien été engagée sur chaque réquisition. Dès lors que nos avocats se présentent au tribunal pour obtenir un jugement, la justice nous apprend que les réquisitions ont été retirées une heure avant l'audience, ce qui éteint l'action juridique. Nous sommes dans une situation où ne pouvons pas obtenir l'avis de la justice sur la légalité des réquisitions. Aujourd'hui, on est en là. A Grandpuis, aujourd'hui, à 16h30, on attend le jugement sur la dernière réquisition de ce matin. L'Etat joue au jeu du chat et la souris avec la justice, parce qu'il sait que ces réquisitions sont illégales.

Libération du 23 octobre 2010

Quelques remarques sur les pénuries de carburant

- Correctif à minuit 10 : France Info annonce qu'un référé au TA de Melun a donné raison aux grévistes de Grandpuit, mais qu'un autre concernant celui de Donge a été rejeté. J'aimerais bien lire ces textes.
<http://www.france-info.com/france-justice-police-2010-10-22-la-justice-suspend-la-requisition-de-la-raffinerie-de-grandpuits-492902-9-11.html>
- S'il n'y arrive pas, il s'agira tout bonnement d'une question de rapport de force. Et oui, la politique c'est parfois aussi cela. Tout ceux qui souhaitent l'abandon du projet et une vraie réforme, équitable et pas court-termiste se devraient de soutenir ces grévistes. Que ce soit par des actions « symboliques » ou par des caisses de grève. [Car « l'argent à tous est nécessaire, que l'on soit ou non terre à terre »](#). Or je rappelle que le prix de la grève, c'est l'absence de paie.
 - ▶ En ce qui concerne les violences « brutes » para-manifestations deux points :
- Tant que le mouvement durera, elles vont continuer. Le gouvernement a une solution pour cela : arrêter sa réforme, reconnaître qu'il y a des alternatives, même si elle ne sont pas dans la *doxa* libérale, et mener des vraies négociations.
- La question des motivations des ces violences est compliquée. J'en vois plusieurs :
 - Peut-être des gens de droite ou d'extrême droite infiltrés pour décrédibiliser le mouvement. Je n'ai aucune preuve pour cela, mais sait-on jamais. Après tout l'entrisme n'est pas le propre des trotskistes.
 - Sans doute quelques personnes qui se disent que c'est la seule solution pour faire plier le gouvernement.
 - Mais aussi le cri du désespoir, un moyen de catharsis.
 - Et peut-être aussi de la violence « pure » facilité par le contexte.
 - Encore une fois il s'agit de réflexions en l'air. Il faudrait creuser plus précisément la question d'un point de vue historique, sociologique et psychologique. Ce que la temporalité médiatique ne permet pas.
- ▶ En ce qui concerne le mouvement lycéen / étudiant, je pense qu'il va continuer, en dépit des vacances de Toussaint. Et c'est tant mieux, parce que [la retraite est aussi une affaire de jeune](#). Bien sûr, je n'exclue, *a priori*, pas que certains manifestent pour sécher les cours, mais honnêtement, quitte à sécher les cours, pourquoi aller dans la rue ? Surtout en plein hiver.
- ▶ Si les employés des raffineries tiennent le coup, alors on arrivera à une solution semblable à celle du CPE en 2006 : vote du projet de loi, puis son retrait.
- ▶ Sinon, je crains que la gauche n'accomplisse pas en 2012, si alternance il y a, sa promesse de revenir dessus. Ne serait-ce que parcequ'il y a déjà tant de chose qu'il faudra reconstruire ... Enfin, bon, 2012 c'est encore loin.

Ps : il va de soit que je supprimerai tout message non constructif, du style « le gouvernement à raison » ou bien « on est pris en otage ». Cela s'appliquera aussi, par souci d'équité, au message du style « oui tu as raison » ou « tous ensemble on peut faire plier le gouvernement ». Ce style de message, on en trouve partout sur internet, alors si vous plaît, apportez quelque chose d'utile, un minimum de réflexion.

[1] Sur la question de fond de cette réforme, je renvoie aux sites de toutes les organisations qui y sont opposées. En particulier il y a un tract sur le site de l'Unef qui fait un historique des réformes menées par les divers gouvernement de droite et de leurs conséquences sur le niveau des pension. Sur la possibilité d'alternatives, je renvoie par exemple [aux tracts](#), plutôt bien faits, d'Europe Ecologie.

[2] Sans parler de celui de Melun, qui ne verra heureusement sans doute jamais le jour.

[3] Ce qui n'exclut pas qu'un jour un référé aille jusqu'au bout.